



**MINISTÈRE
CHARGÉ DE L'ÉGALITÉ
ENTRE LES FEMMES
ET LES HOMMES,
DE LA DIVERSITÉ ET DE
L'ÉGALITÉ DES CHANCES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 27 mai 2021

Élisabeth Moreno accélère la mise à disposition de protections hygiéniques à destination des collégiennes et des lycéennes

Dans le prolongement des mesures déjà prises par le Gouvernement et après une première expérimentation menée en 2020 auprès de collégiennes et lycéennes de l'académie de Lille, Mme Élisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, renforce le combat mené pour l'accès de toutes les jeunes filles aux protections hygiéniques en poursuivant le déploiement d'expérimentations dans cinq nouveaux départements : les Alpes-Maritimes, les Ardennes, les Landes, la Réunion et la Seine-Saint-Denis.

La précarité menstruelle constitue un enjeu important de santé publique et de solidarité. Elle concerne en France près de deux millions de femmes dont l'accès aux protections hygiéniques est difficile ou impossible pour des raisons avant tout financières. Ce fléau touche notamment les jeunes filles. Chaque année, ce sont ainsi près de 130 000 collégiennes ou lycéennes qui manquent l'école régulièrement. Ce faisant, la précarité menstruelle constitue une cause importante d'absentéisme voire de déscolarisation.

Dans ce contexte, à la suite des travaux parlementaires menés notamment par Laëtitia Romeiro Dias, Bénédicte Taurine et Patricia Schillinger, une expérimentation de lutte contre la précarité menstruelle a été lancée en 2020 conjointement par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et le ministère délégué chargé de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances.

Cette expérimentation a permis de mettre à disposition gratuitement des protections hygiéniques dans 64 collèges et lycées de l'académie de Lille pour l'année scolaire 2020-2021. Destinée prioritairement aux élèves scolarisées au sein des collèges et lycées relevant de l'éducation prioritaire, cette initiative – qui a suscité un réel engouement auprès des personnels enseignants et administratifs ainsi que des élèves – s'est révélée efficace.

Dans le prolongement des annonces du Président de la République le 4 décembre dernier, Jean-Michel Blanquer et Élisabeth Moreno ont dès lors décidé de reconduire l'expérimentation dans l'académie de Lille et de la déployer dans cinq nouveaux départements de l'Hexagone et d'Outre-mer : les Alpes-Maritimes, les Ardennes, les Landes, la Réunion et la Seine-Saint-Denis.

Ces expérimentations répondent à trois enjeux :

- Un enjeu d'éducation à la santé
- Un enjeu de justice sociale
- Un enjeu de déconstruction des préjugés

Contact presse

Tél : 01 42 75 62 75

Mél : presse-efh@pm.gouv.fr

Élisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances, déclare : « Le tabou qui entoure la précarité menstruelle doit être combattu. Ce fléau a malheureusement un impact important sur la réussite scolaire des élèves puisque, chaque année, 130 000 collégiennes ou lycéennes manquent l'école régulièrement, faute d'accès à des protections hygiéniques. Avec Jean-Michel Blanquer et Sarah El Haïry, nous sommes déterminés à poursuivre et à renforcer les actions déjà engagées pour que chaque fille puisse avoir accès gratuitement aux protections hygiéniques. Il s'agit d'un enjeu de justice sociale, de dignité ainsi que d'égalité des chances.

L'expérimentation conduite à Lille en 2020-2021 s'est révélée particulièrement efficace puisqu'elle a mobilisé aussi bien les personnels enseignants et administratifs que les élèves et a permis la distribution de plus de 3 700 protections hygiéniques. Compte tenu de ce succès, j'ai décidé de dupliquer cette initiative dans cinq nouveaux départements aux configurations géographiques et sociales très différentes. La précarité menstruelle ne doit pas être un frein à l'éducation des jeunes filles et à l'émancipation des femmes. »